



Paris, le 9 mai 2007

## COMMUNIQUE

A la suite du succès de leur offre publique mixte simplifiée visant les actions de la société AGF, la société Allianz S.E. et sa filiale Allianz Holding France S.A.S. ont annoncé à AGF leur intention de mettre en œuvre une procédure de retrait obligatoire sur les actions AGF qui demeurent à ce jour détenues par des actionnaires minoritaires.

Dans le cadre du retrait obligatoire, les actionnaires minoritaires d'AGF recevront une somme de 125 euros en contrepartie d'une action AGF, en ligne avec la contrepartie qu'offraient Allianz S.E. et Allianz Holding France S.A.S. à l'occasion de leur offre publique mixte simplifiée, compte tenu du versement par AGF d'un dividende de 4,25 euros par action au titre de l'exercice 2006.

En application des dispositions du règlement général de l'AMF, AGF a pris acte du fait que le caractère équitable de cette contrepartie devra être confirmé par un expert indépendant préalablement à la validation par l'AMF de la procédure de retrait obligatoire, et donc avant que celle-ci ne puisse être mise en œuvre.

En conséquence, le conseil d'administration d'AGF réuni ce jour a désigné le cabinet Ricol Lasteyrie & Associés en qualité d'expert indépendant, afin que celui-ci établisse, dans les conditions prévues par la réglementation applicable, un rapport qui inclura une attestation d'équité relative aux termes du retrait obligatoire.

Lorsque ce rapport lui aura été communiqué, le conseil d'administration d'AGF se réunira à nouveau afin de rendre un avis motivé sur la mise en œuvre de la procédure de retrait obligatoire visant les actions AGF, et sur les conditions financières dans lesquelles cette procédure sera réalisée.

**Contacts investisseurs AGF :**

Vincent Foucart 33 (0)1 44 86 29 28  
vincent.foucart@agf.fr  
Jean-Yves Icole 33 (0)1 44 86 44 19  
jean-yves.icole@agf.fr  
Alexandre Cardinaud 33 (0)1 44 86 37 64  
Alexandre.cardinaud@agf.fr

**Contacts presse AGF :**

Bérangère Auguste-Dormeuil 33 (0)1 44 86 78 97  
augusbe@agf.fr  
Anne-Sandrine Cimatti 33 (0)1 44 86 6745  
cimatti@agf.fr  
Agnès Miclo 33 (0)1 44 86 31 62  
micloa@agf.fr  
Sophie Cadorel 33 (0)1 44 86 38 09  
cadores@agf.fr

**Réserve :**

Cette présentation n'est pas faite à l'attention de, il ne peut y être assisté à partir de, et ces documents ne sauraient être distribués ou envoyés vers, tout pays où ceci serait illicite, y compris les Etats-Unis, le Canada, l'Italie et le Japon. La distribution de ce communiqué peut faire l'objet de restrictions en vertu de la loi de certains autres pays. En conséquence, les personnes qui viennent à en prendre possession sont tenues de s'informer et de respecter ces restrictions.

Certains des énoncés contenus dans le présent document peuvent être de nature prospective et fondés sur les hypothèses et les points de vue actuels de la Direction de la Société. Ces énoncés impliquent des risques et des incertitudes, connus et inconnus, qui peuvent causer des écarts importants entre les résultats, les performances ou les événements qui y sont invoqués, explicitement ou implicitement, et les résultats, les performances ou les événements réels. Une déclaration peut être de nature prospectif par nature ou le caractère prospectif peut résulter du contexte de la déclaration. En plus, les déclarations de caractère prospectif se caractérisent par l'emploi de terme comme " peut ", " va ", " devrait ", " s'attend à ", " projette ", " envisage ", " anticipe ", " évalue ", " estime ", " prévoit ", " potentiel ", ou " continue ", ou par l'emploi de termes similaires. Les résultats, performances ou événements prospectifs peuvent s'écarter sensiblement des résultats réels en raison, notamment (i) de la conjoncture économique générale, et en particulier de la conjoncture économique prévalant dans les principaux domaines d'activités du groupe AGF et sur les principaux marchés où intervient la Société, (ii) des performances de marchés financiers, y compris des marchés émergents, (iii) de la fréquence et de la gravité des sinistres assurés, (iv) des taux de mortalité et de morbidité, (v) du taux de conservation des affaires, (vi) de l'évolution des taux d'intérêt, (vii) des taux de change, notamment du taux de change EUR/USD, (viii) de la concurrence, (ix) des changements des législations et des réglementations, y compris pour ce qui a trait à la convergence monétaire ou à l'Union Monétaire Européenne, (x) des changements intervenants dans les politiques des Banques Centrales et/ou des Gouvernements étrangers (xi) des effets des acquisitions (par exemple de la Dresdner Bank AG) et de leur intégration et (xii) des facteurs généraux ayant une incidence sur la concurrence, que ce soit sur le plan local, régional, national et/ou mondial. Beaucoup de ces facteurs seraient d'autant plus susceptibles de survenir, et éventuellement de manière accrue, suite aux événements du 11 septembre 2001 et à leurs conséquences.